Lissieu 13 mars 2023

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL
Lundi 13 mars 2023 à 19h00 - Salle du Conseil Municipal

Diffusion : Mesdames, Messieurs : Gilbert ARRIGONI, Quentin BALAYE, Emmanuel BERNARD, Cécile BOUTTET, Jérôme BROUET, Jérémy CARRION, George CHRYSSOMALIS, Sandrine COQUAND, Elisabeth DE FREITAS, Madeleine DUFOURNEL, André DUMORTIER, Caroline FOLLETET, Charlotte GRANGE, Frédéric LAMPIN, Sandrine LECLERCQ, Monique MATHIEU, Anouk MEYSSELLE, Anne-Sylvie MONTANIER, Brigitte NATHANIEL, Jean-Luc RUIZ, Jean-Louis SCHUK, Victor TEIXEIRA, Audrey VIRLOGEUX.

ORDRE DU JOUR

Désignation d'un secrétaire de séance.

Approbation du compte-rendu du Conseil Municipal du 30 janvier 2023.

Délibération

1. Ecologie : demande de subvention auprès du Fonds Vert pour les travaux de rénovation énergétique ;
2. Sécurité : Marché de travaux d'extension et de rénovation d'un dispositif de vidéoprotection et des réseaux associés – autorisation et signature du marché ;
3. Urbanisme : Retrait de la délibération n° 2021-22 relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée B1713 ;
4. Finances : Contribution au Sigerly pour l'année 2023 ;
5. Ressources Humaines : Révision des montants et des modalités de versement du RIFSEEP pour les agents municipaux ;
6. Finances : Bilan annuel des formations des élus - année 2022 ;
7. Finances : Etat des indemnités annuelles perçues par les élus - année 2022 ;
8. Urbanisme : bilan des cessions/acquisitions réalisées par la Commune – Année 2022 ;
9. Associations : Vote des subventions – année 2023 ;
10. Action sociale : Vote d'une subvention exceptionnelle afin d'apporter une aide humanitaire à la Turquie et à la Syrie suite au séisme du 6 février 2023 ;
11. Finances : Vote des taux d'impôts – Année 2023 ;
12. Finances : Approbation du compte de gestion 2022 ;
13. Finances : Approbation du Compte administratif 2022 ;
14. Finances : Affectation du résultat 2022 ;
15. Finances : Vote du budget primitif 2023 ;
16. Finances : Adoption de la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1er janvier 2024 ;

Questions diverses

Date de convocation du Conseil Municipal : 7 mars 2023.

MEMBRES PRESENTS :
Mesdames, Messieurs : Gilbert ARRIGONI, Quentin BALAYE, Emmanuel BERNARD, Cécile BOUTTET, Jérôme BROUET, Jérémy CARRION, George CHRYSSOMALIS, Sandrine COQUAND, Madeleine DUFOURNEL, André DUMORTIER, Caroline FOLLETET, Charlotte GRANGE, Sandrine LECLERCQ, Monique MATHIEU, Anouk MEYSSELLE, Anne-Sylvie MONTANIER, Brigitte NATHANIEL, Jean-Luc RUIZ, Jean-Louis SCHUK, Victor TEIXEIRA, Audrey VIRLOGEUX.

ABSENTS : Elisabeth DE FREITAS
MEMBRES EXCUSES : Jérémy CARRION, Frédéric LAMPIN
PROCURATION : Jérémy CARRION à Gilbert ARRIGONI, Frédéric LAMPIN à Charlotte GRANGE
SECRETAIRE : Monsieur Quentin BALAYE

I : Horaire d'ouverture de la séance

Ouverture de la séance à : 19h01
Arrivée de Jérôme BROUET à 19h04
Arrivée de Cécile BOUTTET à 19h04
Arrivée de Jérémy CARRION à 19h11

II : Vérification du quorum
Madame le Maire constate que les conditions de quorum sont réunies, soit 12 membres (la moitié des membres en exercice présents - Article L. 2122-8 du CGCT).

III : Secrétaire de séance et assesseurs
Madame le Maire demande la désignation par le conseil municipal du secrétaire de séance.
Monsieur Quentin Balayé est désigné secrétaire de séance.

IV : Compte-rendu du précédent Conseil Municipal
Après débat, il est procédé au vote à main levée :

Pour : 20
Contre : 0
Abstention : 0

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° 2023-11
Demande de subvention auprès de la Préfecture du Rhône

***

Rapporteur : Monsieur Quentin Balayé

Dans le cadre du respect du décret tertiaire ainsi que des impératifs de recherche d'économie d'énergie, la Commune de Lissieu travaille de concert avec un assistant à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de travaux de rénovation énergétique auprès de ses deux groupes scolaires et de son gymnase.
Le coût total des travaux envisagés est de près de 2 millions d'euros HT.

Dans le cadre de sa politique de soutien aux collectivités pour l'investissement local, l'Etat, par le biais de ses préfectures, propose des subventions dans le cadre d'un nouveau dispositif dénommé « Fond Vert »
Cette subvention, ouverte à toute collectivité, a pour objet de financer des travaux d'investissement portés au niveau local, sur toutes les thématiques en rapport avec les rénovations énergétiques.
Aussi, pour l'année 2023, la Commune de Lissieu souhaite présenter son projet de rénovation énergétique des deux groupes scolaires et du gymnase Jean Corbignot pour obtenir une subvention dans le cadre du Fond Vert.

Il convient donc d'autoriser Madame le Maire à solliciter une subvention à ce titre-là.

Après débat, il est procédé au vote à main levée :

Pour : 21
Contre : 0
Abstention : 1

Le Conseil Municipal :

- **AUTORISE** Madame le Maire à solliciter, auprès de la Préfecture du Rhône, une subvention, dans le cadre le cadre du Fond Vert, pour l'année 2023, pour le projet de rénovation énergétique de ces bâtiments communaux.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdits, ont signé au registre tous les membres présents.

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° 2023-12
Marché de travaux d'extension et de rénovation d'un dispositif de vidéoprotection et réseaux associés – autorisation de travaux et de signature du marché.

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° 2023-13
Retrait de la délibération n°2021-22 du 22 mars 2021 relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée B1713.

****

Rapporteur : Madame Anne-Sylvie MONTANIER

En date du 22 mars 2021, le Conseil Municipal s'était prononcé en faveur de l'acquisition de la parcelle cadastrée B1713 située en dessous du Château du Bois Dieu. Le montant d'acquisition alors acté avait été de 50 000€.
Après de multiples recherches effectuées par les services municipaux afin de finaliser cette acquisition, et après renseignements pris auprès des archives cadastrales, il s'avère que ce tènement est déjà propriété de la Commune depuis 1988.
Aussi, l'acquisition n'a plus lieu d'être et la délibération n°2021-22 doit alors être retirée.

Après débat, il est procédé au vote à main levée :

Pour : 22
Contre : 0
Abstention : 0

Le Conseil Municipal :

- **DECIDE** de retirer la délibération n°2021-22 du 22 mars 2021 relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée B1713.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdits, ont signé au registre tous les membres présents.

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° 2023-14
Contribution au Sigerly pour l'année 2023

****

Rapporteur : Monsieur Quentin BALAYE

Par une délibération en date du 22 février 2023, le SIGERLy a désigné les montants annuels des contributions pour les communes adhérentes.
Ce montant comprend :

- le remboursement des annuités d'emprunts dues entre le SYDER/SIGERLy
- le financement, en fonctionnement et en investissement, de la compétence éclairage public
- le financement, en fonctionnement et en investissement, de la compétence dissimulation coordonnée des réseaux

Pour Lissieu, la contribution totale 2023 ainsi déterminée s'élève à 321 836.03 €.

L'article L5212-20 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que les communes peuvent décider des modalités de contributions, soit en budgétisation en totalité la somme due, soit en en budgétisant une partie et en fiscalisant le solde, soit en en fiscalisant la totalité de la somme, faisant alors porter en totalité la contribution sur le contribuable.

La Municipalité est favorable à une budgétisation d'un montant de 21 836.03 €, en section de fonctionnement, sur le chapitre 65, le solde, soit 300 000 €, sera alors fiscalisé, soit une stabilité par rapport à 2022.

Après débat, il est procédé au vote à main levée :

Pour : 21
Contre : 1
Abstention : 0

Le Conseil Municipal :

****

Rapporteur : Monsieur Jean-Luc RUIZ

Dans le cadre du déploiement de sa politique de sécurisation de l'espace public, en lien étroit avec les services de la Gendarmerie de Limonest, la Commune prévoit des travaux d'extension et de rénovation de son dispositif de vidéoprotection et réseaux associés.

A ce titre, une consultation a été lancée en fin d'année 2022. Trois candidats ont répondu :
o BABOLAT
o SERFIM TIC
o INEO INFRACOM SNC

La Commission d'Appel d'Offres s'est réunie en date du 21 février 2023 et a émis un avis quant au candidat à retenir, selon les critères d'attribution définis dans le Règlement de consultation du marché, à savoir :

Critères	Pondération
1- Prix des prestations	40 %
2- Valeur technique : • Adéquation technique et fonctionnelle • Moyens humains et matériels • Organisation (phasage et programmation)	60 %

A cet égard, Madame le Maire propose donc au Conseil Municipal de suivre l'avis émis par la CAO et de porter le choix de la Municipalité sur le candidat INEO Infracom SNC, pour un montant de marché de :

- En tranche ferme : 78 842,24 € HT
- En bons de commande à venir en fonction des besoins de travaux identifiés : 138 288,33 € HT

Il est à noter que le candidat retenu présentait des prestations dont le prix était largement supérieur à ses concurrents mais qu'en termes de valeur technique, ce candidat réunissait tous les critères nécessaires à la bonne exécution du marché. De fait, l'offre de ce candidat est l'offre économiquement la plus avantageuse.

Il revient désormais au Conseil Municipal d'autoriser Madame le Maire à recourir au prestataire retenu pour un lancement des travaux dès début avril 2023.
L'achèvement de travaux serait prévu, au maximum, 16 semaines après la notification du marché au candidat, soit avant la rentrée de septembre 2023. En cas de retard dans l'exécution des travaux, sauf force majeure, le prestataire sera dans l'obligation de verser des intérêts moratoires par jour de retard de livraison des travaux.

Après débat, il est procédé au vote à main levée :

Pour : 22
Contre : 0
Abstention : 0

Le Conseil Municipal :

- **APPROUVE** le choix du prestataire retenu pour l'exécution du marché de travaux d'extension et de rénovation du dispositif de vidéoprotection et réseaux associés de la Commune de Lissieu ;

- **AUTORISE** Madame le Maire à engager toutes les démarches et à signer tous les documents nécessaires à l'accomplissement du projet ;

- **DIT** que les crédits relatifs aux travaux seront imputés aux chapitres 21 du budget primitif 2023 ;

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdits, ont signé au registre tous les membres présents.

- **DECIDE** de budgétiser partiellement la contribution 2023 à destination du SIGERLy à hauteur de 21 836.03 € le reste étant fiscalisé.

- **DIT** que les crédits sont inscrits au budget primitif 2023, chapitre 65.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdits, ont signé au registre tous les membres présents.

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° 2023-15
Révision des montants et des modalités de versement du RIFSEEP
pour les agents municipaux.

****

Rapporteur : Madame le Maire

Le RIFSEEP, régime indemnitaire lié aux fonctions, aux sujétions à l'expertise et à l'engagement professionnel des agents publics, constitue une part non-négligeable de la rémunération des agents de la Commune.
C'est le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel qui introduit ce dispositif. Il indique que celui-ci doit faire l'objet d'une révision régulière et, en l'occurrence, tous les 4 ans, ainsi que lors de changement des fonctions d'un agent.

Le RIFSEEP ayant été mis en place à Lissieu en 2016, puis étendu en 2017 aux filières techniques et culturelles, il convient donc d'en revoir les montants attribués ainsi que les modalités de versement.
Par ailleurs, en 2017, le grade de technicien n'était pas compris dans le dispositif de ce régime indemnitaire. Il est désormais possible d'inclure ce grade.

La présente délibération a donc vocation à intégrer le cadre d'emploi des techniciens dans le régime indemnitaire de la Commune, ainsi que de revoir les montants et les modalités de versement du Complément Indemnitaire Annuel (CIA), afin de le rapprocher de sa vocation première, à savoir rémunérer les agents en fonction de leurs missions et responsabilités mais surtout en fonction de leur manière de servir, de leur engagement professionnel et de leur présentéisme.
La présente délibération a pour vocation de fixer les montants maximums pour chaque cadre d'emploi, des arrêtés individuels viendront ensuite, annuellement, définir le montant réellement versé à chaque agent en fonction des critères établis.

Aussi, après avis du Comité Social Technique auprès du Centre de Gestion du Rhône et de la Métropole de Lyon, en date du 28 novembre 2022, il est proposé de faire évoluer le RIFSEEP de la manière suivante à compter de l'année 2023 :

1. Les *bénéficiaires*

Agents titulaires, stagiaires et contractuels de droit public pour les cadres d'emplois des :
- → Attachés,
- → Rédacteurs,
- → Adjoints administratifs,
- → Ingénieurs,
- → Techniciens,
- → Agents de maitrise,
- → Adjoints techniques,
- → ATSEM,
- → Assistants de conservation du patrimoine,
- → Adjoints de conservation du patrimoine,
- → Animateurs,
- → Adjoints d'animation.

2. *L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE)*

Les critères retenus restent inchangés et sont les suivants :

- Les fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception,
- La technicité, l 'expertise la qualification nécessaire à l 'exercice des fonctions,
- les sujétions particulières ou de degré d'exposition du poste au regard de l'environnement professionnel.

Il est proposé de retenir les critères suivants quant à l'évaluation professionnelle des agents : efficacité dans l'emploi, compétences professionnelles et techniques, qualités relationnelles et capacité d'encadrement.
L'IFSE fait l 'objet d'un réexamen au regard de l 'expérience professionnelle en cas de changement de grade ou de la nomination suite à la réussite d'un concours et au moins tous les 4 ans en fonction de l 'expérience acquise par l'agent.

L'IFSE est versée mensuellement.

Le montant de l'IFSE est proratisé en fonction du temps de travail.

En cas de maladie ordinaire, l'IFSE suit le sort du traitement de base
Il est maintenu pendant les congés payés, les congés maternité, paternité et adoption.
En ce qui concerne, les congés longue maladie, les congés longue durée, les congés maladie grave, le temps partiel thérapeutique, le congé pour invalidité temporaire imputable au service (CITIS), le versement de l'IFSE est interrompu

3. *Le Complément Indemnitaire Annuel (CIA)*

Le CIA est versé pour moitié en fonction en fonction des absences et pour l 'autre moitié en fonction :

- Des résultats professionnels obtenus et de la réalisation des objectifs fixés lors de l 'entretien annuel individuel
- De l 'attitude et de la qualité relationnelle,
- De la prise d'initiatives

En cas de congé longue durée, congé longue maladie, congé maladie grave, congé parental, CITIS, PPR ou temps partiel thérapeutique, le CIA ne sera pas versé à l'agent.

Il est maintenu pendant le congé maternité/paternité/adoption.

Pour les absences pour maladie ordinaire, le CIA sera déduit en fonction du nombre d'arrêt et du nombre de jours d'arrêt maladie, selon les modalités suivantes :

Absences Maladie ordinaire	< ou = 20 jours	entre 21 et 55 jours	entre 56 et 90 jours	> à 90 jours
3 Arrêts	- 0%	-20%	-40%	-100 %
4 Arrêts	-20%	-40%	-60%	-100 %
5 Arrêts	-40%	-60%	-80%	-100 %
6 Arrêts	-100 %	-100 %	-100 %	-100 %

Le CIA est versé annuellement

Le CIA est proratisé en fonction du temps de travail.

Cela étant exposé, quant aux modalités de versement, le tableau des groupes de bénéficiaires serait alors le suivant (aucun changement de montant pour l'IFSE) :

FILIERE ADMINISTRATIVE

Groupe de fonction	Fonctions concernées	Montant annuel maximum de l'IFSE	Montant annuel maximum du CIA
Cadre d'emploi des attachés			

A 1	Direction générale des services	36 210 €	1500 €
A 2	Responsable de service, chargé de missions	20 400 €	1300 €

Groupe de fonction	Fonctions concernées	Montant annuel maximum de l'IFSE	Montant annuel maximum du CIA
Cadre d'emploi des rédacteurs			
B 1	Chef d'équipe, gestionnaire de services	14 650 €	1100 €

Groupe de fonction	Fonctions concernées	Montant annuel maximum de l'IFSE	Montant annuel maximum du CIA
Cadre d'emploi des adjoints administratifs			
C 1	Chef d'équipe, gestionnaire de service	11 340 €	1100 €
C 2	Agent participant à un service	3 200 €	800 €

FILIERE MEDICO-SOCIALE

Groupe de fonction	Fonctions concernées	Montant annuel maximum de l'IFSE	Montant annuel maximum du CIA
Cadre d'emploi des ATSEM			
C 1	Encadrement de proximité et d'usagers, sujétions, qualification particulière pour l'animation périscolaire	6 000 €	1100 €
C 2	Agent participant à un service	3 200 €	800 €

FILIERE ANIMATION

Groupe de fonction	Fonctions concernées	Montant annuel maximum de l'IFSE	Montant annuel maximum du CIA
Cadre d'emploi des animateurs			
B 1	Chef d'équipe, gestionnaire de service, sujétions, qualification particulière pour l'animation périscolaire	14 650 €	1100 €

Groupe de fonction	Fonctions concernées	Montant annuel maximum de l'IFSE	Montant annuel maximum du CIA
Cadre d'emploi des adjoints d'animation			
C 1	Chef d'équipe, gestionnaire de service	11 340	1100 €
C 2	Agent participant à un service	3 200 €	800 €

FILIERE TECHNIQUE

Groupe de fonction	Fonctions concernées	Montant annuel maximum de l'IFSE	Montant annuel maximum du CIA
Cadre d'emploi des ingénieurs			
A 1	Direction service technique	36 000 €	1500 €
A 2	Responsable de service, chargé de missions	31 450 €	1300 €

Groupe de fonction	Fonctions concernées	Montant annuel maximum de l'IFSE	Montant annuel maximum du CIA
Cadre d'emploi des techniciens			
B 1	Chef d'équipe, gestionnaire de service	17 500 €	1100 €

Groupe de fonction	Fonctions concernées	Montant annuel maximum de l'IFSE	Montant annuel maximum du CIA
Cadre d'emploi des agents de maitrise			
C 1	Chef d'équipe, gestionnaire de service	11 340 €	1100 €
C 2	Agent participant à un service	3 200 €	800 €

Groupe de fonction	Fonctions concernées	Montant annuel maximum de l'IFSE	Montant annuel maximum du CIA
Cadre d'emploi des adjoints techniques			
C 1	Chef d'équipe, gestionnaire de service	11 340 €	1100 €
C 2	Agent participant à un service	3 200 €	800 €

FILIERE CULTURELLE

Groupe de fonction	Fonctions concernées	Montant annuel maximum de l'IFSE	Montant annuel maximum du CIA
Cadre d'emploi des assistants conservation du patrimoine et des bibliothèques			
B 1	Chef d'équipe, gestionnaire de service	16 720 €	1100 €

Groupe de fonction	Fonctions concernées	Montant annuel maximum de l'IFSE	Montant annuel maximum du CIA
Cadre d'emploi des adjoints du patrimoine			
C 1	Chef d'équipe, gestionnaire de service	11 340 €	1100 €
C 2	Agent participant à un service	3 200 €	800 €

Après débat, il est procédé au vote à main levée :

Pour : 22
Contre : 0
Abstention : 0

Le Conseil Municipal :

- **APPROUVE** la régularisation du RIFSEEP aux cadres d'emplois des ingénieurs et des techniciens ;
- **APPROUVE** les nouveaux montants maximums du Complément Indemnitaire Annuel en faveur des agents de la Commune ;
- **APPROUVE** les modalités de versement du CIA en fonction de la manière de servir, de l'engagement professionnel et du présentéisme ;
- **DIT** que les crédits seront inscrits au budget primitif chaque année, chapitre 012.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdits, ont signé au registre tous les membres présents.

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° 2023-16
Bilan des formations des élus pour l'année budgétaire 2022

****

Rapporteur : Madame le Maire

La délibération 2020-18 du 15 juin 2020, déterminait, pour la durée du mandat, le montant annuel à inscrire, chaque année, dans le budget de la Commune, pour la formation des élus, ainsi que les modalités de mise en œuvre.
Avait alors été décidé d'octroyer des crédits, pour se faire, à hauteur de 2 % des indemnités de fonction, pour :
- les formations relatives à l'exercice du mandat qui, conformément au droit commun, doivent être dispensées par un organisme agréé par le ministre de l'intérieur.
- les formations contribuant à la réinsertion professionnelle à l'issue du mandat.

Le Code Général des Collectivités Territoriales prévoit également que, chaque année, lors du vote du Compte Administratif, un débat ait lieu sur les formations effectuées par les élus, lors de l'exercice budgétaire précédent.

Aussi, pour 2022, le bilan des formations faites par les élus est le suivant :

NOM	FONCTION	FORMATION	NOMBRE JOURS	ORGANISME
DUFOURNEL Madeleine	Conseillère municipale	Utilisation de l'outil informatique PELEHAS	1	Agence française informatique
CHRYSSOMALIS George	Adjoint	Aide Territoires Rhône et Ain	0,5	AMF

Le Conseil Municipal :

- **PREND ACTE** du bilan des formations des élus pour l'année 2022 énoncé ci-dessus.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdits, ont signé au registre tous les membres présents.

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° 2023-17
Etat annuel des indemnités des élus

****

Rapporteur : Madame le Maire

L'article L. 2123-24-1-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) applicable aux communes mentionne que doivent être présentées les indemnités de toute nature (...) au titre de tout mandat et de toutes fonctions exercées en tant qu'élu local :

- en tant qu'élu en leur sein,
- au sein de tout syndicat mixte ou pôle métropolitain,
- au sein de toute société d'économie mixte/société publique locale,

obligation introduite par la loi Engagement et Proximité (article 93 de la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019).

L'état est communiqué chaque année aux conseillers municipaux avant l'examen du budget de la commune (article L. 2123-24-1-1 du CGCT).

Aussi, pour Lissieu, cet état est le suivant :

NOM DE L'ELU	FONCTION	MONTANT DES INDEMNITES PERCUES EN 2022
GRANGE Charlotte	Maire	20 178,93 €
TEIXEIRA Victor	Premier adjoint	6 872,67 €
MONTANIER Anne-Sylvie	Adjointe	6 872,67 €
DUMORTIER André	Adjoint	6 872,67 €
NATHANIEL Brigitte	Adjointe	6 872,67 €
LAMPIN Frédéric	Adjoint	2 370,45 €
CHRYSSOMALIS George	Adjoint	3 574,20 €
MATHIEU Monique	Adjointe	5 475,60 €
ARRIGONI Gilbert	Conseiller délégué	2 776,08 €
BALAYE Quentin	Conseiller délégué	3 709,53 €
BOUTTET Cécile	Conseillère déléguée	3 709,53 €
FOLLETET Caroline	Conseillère déléguée	2 313,90 €
MEYSSELLE Anouk	Conseillère déléguée	3 709,53 €
RUIZ Jean-Luc	Conseiller délégué	3 709,53 €
DE FREITAS Elisabeth	Vice-Présidente Syndicat	2431,38€

Le Conseil Municipal :

- **PREND ACTE** de l'état annuel des indemnités des élus.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdits, ont signé au registre tous les membres présents.

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° 2023-18
Bilan des acquisitions et cessions immobilières pour l'année 2022

****

Rapporteur : Madame Anne-Sylvie MONTANIER

L'article L. 2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose, à son second alinéa, que : « le bilan des acquisitions et cessions opérées sur le territoire d'une commune de plus de 2 000 habitants par celle-ci, ou par une personne publique ou privée agissant dans le cadre d'une convention avec cette commune, donne lieu chaque année à une délibération du conseil municipal. Ce bilan est annexé au compte administratif de la commune. »

Pour l'année 2022, les mutations immobilières concernant la commune de Lissieu se sont élevées à :

- Acquisitions : 515 664€
- Cession / expropriation : 0€

Il s'agit des acquisitions foncières relatives à la préemption de la propriété 18 rue du Bourg ainsi que l'acquisition de la parcelle Damour permettant une voie d'accès au futur Pôle Multigénérationnel.

Le Conseil Municipal :

- **PREND ACTE** du bilan des acquisitions et cessions immobilières 2022 détaillé ci-dessus.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdits, ont signé au registre tous les membres présents.

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° 2023-19
Subventions aux associations – exercice budgétaire 2023

****

Rapporteur : Madame Anouk MEYSSELLE

En parallèle de la procédure d'élaboration du budget primitif 2023, est effectué, comme chaque année, le recensement des demandes de subventions faites par les associations, selon une procédure complète renouvelée en 2021.

L'analyse des demandes de subventions s'est faite en Commission d'attribution, ouverte à tous les conseillers municipaux, au regard des bilans d'activités fournis pour l'année 2022 ainsi que les projets à venir sur 2023.

Le détail des subventions attribuées, dans le cadre de l'enveloppe budgétaire prévue à cet effet est le suivant :

Associations	**Montant alloué**
A.D.M.R. Aide familiale et aide-ménagère	600 €

Amitiés et rencontre	1500 €
A.P.E Bourg	1398 €
A.S.C.M.O	4000 €
A.S.C.M.O	565 €
ASSOCIATION Les toiles de Lissieu	2500 €
Association prévention routière	100 €
Ballet de Lissieu	500 €
Ecole de Bois Dieu (172 élèves)	1892 €
Ecole de Montvallon (233 élèves)	2563 €
CMA Auvergne Rhône Alpes	200 €
Entreprise et Culture	1000 €
FNACA	200 €
HASTAG Compagnie	500 €
ITINAIR'ELLES	500 €
JSP (jeunes sapeurs-pompiers)	500 €
Les bouts de choux lissilois	400 €
LISS ARC	800 €
MFR	50 €
Société de chasse	200 €
Sou des Gones de Bois Dieu	1032 €
Tennis club de LISSIEU	800 €
TOTAL GLOBAL	**21 800 €**

Après débat, il est procédé au vote à main levée :

Pour : 21
Contre : 0
Abstention : 1

Le Conseil Municipal :

- **ATTRIBUE** les subventions aux associations telles qu'elles sont détaillées ci-dessous, pour l'année 2023.
- **AUTORISE** Madame le Maire à signer tout document nécessaire à ces attributions.
- **DIT** que les crédits sont inscrits au budget primitif 2023, chapitre 65.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdits, ont signé au registre tous les membres présents.

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° 2023-20
Subvention exceptionnelle – Séisme en Turquie et en Syrie

****

Rapporteur : Madame le Maire

Le 6 février 2023, la Turquie et la Syrie ont été touché par un séisme d'une ampleur considérable.
Plus de 40 000 personnes ont perdu la vie suite à cette catastrophe naturelle.
Les appels aux dons se multiplient alors pour apporter une aide au plus près des sinistrés.

Pour soutenir financièrement cette situation d'urgence, la Commune propose une aide financière exceptionnelle de 3000€ destinée au Fonds d'action extérieur des collectivités territoriales (FACECO). Le FACECO est un fonds de concours géré par le Centre de crise et de soutien (CDCS) du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE).
Il permet aux collectivités territoriales qui le désirent d'apporter une aide d'urgence aux victimes de crises humanitaires à travers le monde. Ces fonds sont gérés par une cellule spécifique du ministère en lien direct avec les associations d'aide humanitaire sur le terrain, dans une réponse française coordonnée et ciblée.

Après débat, il est procédé au vote à main levée :

Pour : 22
Contre : 0
Abstention : 0

Le Conseil Municipal :

- **ATTRIBUE** une subvention exceptionnelle de 3000€ au Fond d'Action Extérieur des Collectivités territoriales pour apporter une aide d'urgences à la Turquie et à la Syrie.
- **AUTORISE** Madame le Maire à signer tout document nécessaire à cette attribution.
- **DIT** que les crédits sont inscrits au budget primitif 2023, chapitre 65.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdits, ont signé au registre tous les membres présents.

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° 2023-21
Impôts locaux – vote des taux pour l'année 2023

****

Rapporteur : Monsieur George CHRYSSOMALIS

Compte tenu des éléments présentés lors du débat d'orientations budgétaires du 27 février dernier, il est proposé de maintenir les taux de fiscalité directe, permettant ainsi de porter le produit prévisionnel des impositions pour 2023 à 1 800 000€.

Le taux de la taxe d'habitation, figé de 2020 à 2022, est de nouveau voté à compter de 2023. Cette taxe ne concerne plus que les résidences secondaires, les locaux meublés non affectés à l'habitation principale et, sur délibération, les logements vacants depuis plus de deux ans.

Les taux de la fiscalité directe locale sont donc les suivants, pour 2023 :

- Taux de la taxe d'habitation des résidences secondaires et autres : 12,80%
- Taux de taxe foncière sur les propriétés bâties : 28.62%
- Taux de taxe foncière sur les propriétés non bâties : 60.82%.

Après débat, il est procédé au vote à main levée :

Pour : 22
Contre : 0
Abstention : 0

Le Conseil Municipal :

- **FIXE** les taux d'imposition directe pour 2023 à :
  - 12,80% pour la taxe d'habitation des résidences secondaires et autres
  - 28,62% pour la taxe foncière sur les propriétés bâties
  - 60,82% pour la taxe foncière sur les propriétés non bâties

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdits, ont signé au registre tous les membres présents.

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° 2023-22
Approbation du Compte de Gestion de l'exercice budgétaire 2022

****

Rapporteur : Monsieur George CHRYSSOMALIS

Dans le cadre du principe de séparation de l'ordonnateur et du comptable, ce dernier tient une comptabilité parallèle à celle de la Commune, afin de s'assurer de la bonne utilisation des deniers publics.
Aussi, chaque année, lors de la séance du Conseil Municipal relative à l'approbation du Compte Administratif de la Commune, lequel reprend l'exécution budgétaire de la

Municipalité, doit être étudiée, en parallèle, l'exécution budgétaire du Comptable public, présentée par le biais du Compte de Gestion.
Afin de s'assurer de la parfaite adéquation des deux comptabilités, le Compte de Gestion du Trésorier et le Compte Administratif de la commune doivent être strictement conformes.

Au regard de ces éléments :

- Après s'être fait présenter les budgets primitif et supplémentaire de l'exercice 2022 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le Compte de Gestion dressé par le receveur, accompagné des états de développement des compte tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,
- Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2021, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrite de passer dans ses écritures,
- Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2022 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires,

Le Conseil Municipal :

- **DECLARE** que le compte de gestion dressé par le comptable pour l'exercice 2022 et visé par l'ordonnateur n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdits, ont signé au registre tous les membres présents.

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° 2023-23
Approbation du Compte Administratif de l'exercice budgétaire 2022

****

Rapporteur : Madame Madeleine DUFOURNEL

L'arrêté des comptes de la collectivité est constitué par le vote du Conseil Municipal, avant le 30 juin de l'année suivant l'exercice, du Compte Administratif, après production par le comptable du Compte de Gestion.

Après avoir pris connaissance des recettes et des dépenses réalisées au Compte de Gestion et au Compte Administratif 2022, constatées que celles-ci sont en concordance et qu'aucune observation n'est à formuler, il est demandé au Conseil Municipal de se prononcer sur l'exécution budgétaire 2022, tel que présenté ci-dessous :

Section de fonctionnement :

Recettes	4 042 564,97 €
Dépenses	2 983 479,80 €
Excédent de fonctionnement de l'exercice	**1 059 085,17 €**

Section d'investissement :

Recettes	982 740,05 €
Dépenses	1 434 520,23 €
Déficit d'investissement de l'exercice	**- 451 780,18 €**

Restes à réaliser :

Recettes	257 521 €
Dépenses	649 739,11 €

Résultats définitifs

Excédent de fonctionnement reporté	170 000 €
Excédent de fonctionnement de l'exercice	1 059 085,17 €
Résultat de clôture de fonctionnement 2022	**1 229 085,17 €**

Excédent d'investissement antérieur reporté	1 008 611,61 €
Déficit d'investissement de l'exercice	- 451 780,18 €
Résultat de clôture d'investissement 2022	**556 831,43 €**

Après débat, il est procédé au vote à main levée :

Pour : 20
Contre : 0
Abstention : 1

Le Conseil Municipal :

- **APPROUVE** le compte administratif 2022 dont les résultats sont présentés dans la présente délibération ;
- **DIT** que le résultat de clôture de la section de fonctionnement, soit 1 229 085,17 €, sera affecté lors du vote de la prochaine étape budgétaire.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdits, ont signé au registre tous les membres présents.

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° 2023-24
Affectation du résultat de l'exercice budgétaire 2022

****

Rapporteur : Monsieur George CHRYSSOMALIS

La comptabilité M14 prévoit l'affectation des résultats de clôture de l'exercice précédent au budget primitif de l'année N.
La décision d'affectation porte sur le résultat global de la section de fonctionnement du Compte administratif.

Ce solde est constitué du résultat comptable de l'exercice augmenté, le cas échéant, du résultat reporté en fonctionnement de l'exercice précédent.

Il s'ensuit une procédure qui consiste à constater le résultat global de fonctionnement du compte administratif puis à affecter ce résultat à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement.

Le Compte Administratif 2022 fait apparaître un résultat de clôture excédentaire de la section de fonctionnement d'un montant de **1 229 085,17** €.

La section d'investissement présente un résultat global de clôture excédentaire de **556 831,43** €.

Le solde des restes à réaliser en investissement est déficitaire pour un montant de **392 218,11 €.**

Il est proposé d'affecter en partie le résultat de clôture de la section de fonctionnement en recette de fonctionnement, au compte 002, « Excédent de fonctionnement reporté » pour un montant de **170 000€**, le solde, soit **1 059 085,17€** étant ensuite affecté en recettes d'investissement, sur le compte 1068, « Excédent de fonctionnement capitalisé ».

Après débat, il est procédé au vote à main levée :

Pour : 21
Contre : 0
Abstention : 1

Le Conseil Municipal :

- **AFFECTE** le résultat de clôture de la section de fonctionnement, soit 1 229 085,17€, au compte 002 « Excédent de fonctionnement reporté », pour un montant de 170 000 € et au compte 1068 « Excédent de fonctionnement capitalisé », pour un montant de 1 059 085,17€, sur l'exercice budgétaire 2023.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdits, ont signé au registre tous les membres présents.

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° 2023-25
Approbation du Budget Primitif 2023

****

Rapporteur : Monsieur George CHRYSSOMALIS

Le projet de budget primitif 2023 s'équilibre à **3 968 400,00 €** pour ce qui est de la section de fonctionnement et à **4 039 871,38 €** pour la section d'investissement.
Il intègre les reprises de résultats du compte administratif et les restes à réaliser de 2022, tels que présentés précédemment.

Sont notamment soulignés les points suivants :

Section de fonctionnement

✓ **Recettes de fonctionnement** :

Les recettes réelles de fonctionnement de **3 968 400** € sont en augmentation de plus de 5% par rapport à l'alloué 2022.
Cela s'explique par plusieurs raisons :

- Une hausse de la fiscalité locale indirecte, notamment par le dynamisme et l'attractivité du territoire et donc les droits de mutation qui en découlent, mais aussi un travail minutieux de la Commission locale des impôts directs qui, chaque année, travaille sur les bases fiscales des foyers lissilois en fonction des améliorations de l'habitat ;
- Des produits des services qui sont à un niveau inédit depuis ce début de mandat, tant sur la culture avec une saison culturelle qui bat des records de fréquentation mais aussi grâce aux services enfance et jeunesse qui proposent des activités plus nombreuses et de qualité et qui connaissent des inscriptions en hausse ;
- Par le report des participations CAF de 2022 en 2023, le versement étant toujours décalé de 6 mois. A noter que cela sera la dernière année de versement des participations CAF pour les services de la petite enfance ;
- Par le financement à hauteur de 50% du poste de Responsable Enfance/Jeunesse par la Caisse d'Allocations Familiales du Rhône ;
- Par des remboursements des arrêts maladie, congé maternité et accident du travail déclarés en bonne et due forme auprès de notre assureur statutaire ;

✓ **Dépenses de fonctionnement** :

Les dépenses réelles de fonctionnement augmentent légèrement par rapport à l'alloué 2022 (+3.07%), hausse relativement mesurée aux vues du niveau de l'inflation en France 2022 et qui touche tous les pans du fonctionnement des collectivités.
A noter que l'autofinancement dégagé de la section de fonctionnement augmente de plus de 19% par rapport à 2022, gage de bonne santé financière de la Commune. En effet, le virement de la section de fonctionnement à la section d'investissement représente 19% des dépenses totales de fonctionnement, contre 17.5% en 2022, voire 15% les années précédentes encore.

Section d'investissement

✓ **Recettes d'investissement** :

Les recettes d'investissement inscrites au budget primitif 2023 sont :

- Les virements d'ordre en provenance de la section de fonctionnement (virement de la section de fonctionnement à la section d'investissement, à hauteur de 748 108 €, ainsi que les dotations aux amortissements pour 45 692 €) ;
- L'affectation du résultat de fonctionnement 2022 en investissement pour un montant de 1 059 085,17 € ;
- L'excédent d'investissement capitalisé à hauteur de 556 831,43 € ;
- Le fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée pour 80 000 € ;

- Les subventions de l'Etat ou d'autres partenaires à hauteur de 707 633,78 €, notamment les subventions relatives à la rénovation énergétique des bâtiments publics ou encore dans le cadre du PUP de la Braille ;

✓ **Dépenses d'investissement :**

Les dépenses d'équipement les plus conséquentes de ce budget sont :

- 220 000€ au titre des études et des accompagnements nécessités dans le cadre des projets du Pôle Multigénérationnel et de la rénovation énergétique des bâtiments communaux ;
- 2 150 000 € relatifs aux travaux de rénovation énergétique des deux groupes scolaires et du gymnase ;
- 50 000 € pour les travaux des vestiaires de la Salle Jean Corbignot ;
- 140 000 € pour des travaux d'extension du système de vidéoprotection sur l'entrée Sud de la Commune et le fibrage de la Commune ;
- 115 000€ pour des travaux de voirie et de sécurisation des voiries et piétons ;
- 40 000 € pour les abattages d'arbres et une politique de replantation cohérente ;
- 20 000 € pour des réserves foncières en terrains nus ;
- 20 000 € pour le changement des huisseries de l'Hôtel de Ville ;
- 200 000 € pour l'acquisition de matériels et mobiliers divers nécessaires au bon fonctionnement des services ;

Il est à noter que le budget 2023 prévoit également une ligne budgétaire, en investissement, de dépenses imprévues, d'un montant de 165 000€ en vue de potentielles acquisitions foncières à venir.

Après débat, il est procédé au vote à main levée :

Pour : 21
Contre : 1
Abstention : 0

Le Conseil Municipal :

- **APPROUVE** le budget primitif 2023 tel que présenté ci-dessus ainsi qu'en annexe de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdits, ont signé au registre tous les membres présents.

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° 2023-26
Adoption de la nomenclature budgétaire et comptable M57 AU 1er janvier 2024

****

Rapporteur : Monsieur George CHRYSSOMALIS

La nomenclature budgétaire et comptable M57 est l'instruction la plus récente, du secteur public local.
Instauré au 1er janvier 2015 dans le cadre de la création des métropoles, le référentiel M57 présente la particularité de pouvoir être appliqué par toutes les catégories de collectivités territoriales (régions, départements, établissements publics de coopération intercommunale et communes). Il reprend les éléments communs aux cadres communal, départemental et régional existants et, lorsque des divergences apparaissent, retient plus spécialement les dispositions applicables aux régions.
Le référentiel M57 étend à toutes les collectivités les règles budgétaires assouplies.

La Commune de Lissieu dont la population est de 3203 habitants, et conformément aux dispositions réglementaires visées ci-après, propose d'adopter le référentiel M57 dans sa version abrégée, notamment en permettant le recours au procédé de fongibilité des crédits, c'est-à-dire la faculté pour l'organe délibérant de déléguer à l'exécutif la possibilité de procéder à des mouvements de crédits entre chapitres (dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections, et à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel).
Les autres dispositions ne sont pas obligatoires pour les communes de moins de 3500 habitants.

Le périmètre de cette nouvelle norme comptable sera celui des budgets gérés selon la M14 soit pour la Commune de Lissieu son budget principal et le budget CCAS.
Une généralisation de la M57 à toutes les catégories de collectivités locales est programmée au 1er janvier 2024.
Pour information, cette modification de nomenclature comptable entraîne automatiquement un changement de maquette budgétaire. De ce fait, pour le budget primitif 2024, la colonne BP n-1 ne sera pas renseignée car appartenant à une autre nomenclature comptable.

Il revient donc au Conseil Municipal d'approuver le passage de Commune de Lissieu à la nomenclature M57 à compter du budget primitif 2024.

Après débat, il est procédé au vote à main levée :

Pour : 22
Contre : 0
Abstention : 0

Le Conseil Municipal :

VU :
- L'article L.2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- L'article 242 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019,
- L'arrêté interministériel du ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales et du ministre de l'action et des comptes publics du 20 décembre 2018 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales uniques,

- **APPROUVE** le passage de Commune de Lissieu à la nomenclature M57 à compter du budget primitif 2024, en référentiel simplifiée, avec le choix uniquement de la possibilité de fongibilité des crédits ;
- **AUTORISE** Madame le Maire à signer tous documents ou procédures relatifs à cette mise en place.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdits, ont signé au registre tous les membres présents.

Questions diverses

1°Le groupe les Mousquetaires est venu « frapper » a la porte de la mairie de Lissieu pour proposer ses services notamment pour implanter ses enseignes alimentaires Neto ou Intermarché , voir un poste carburant comme c'est prochainement le cas à Morancé .
Ce projet est porté par la propriétaire de l'Intermarché de Chazay qui est allé présenter et défendre son projet de 1000 mètres carrés à la Métropole .Elle n'aura de cesse de réussir avec ou sans vous.
Et de rappeler que ce projet est de nature à tuer nos commerçants.
S'agissant d'une compétence développement économique et commerciale pouvez vous nous indiquer ce qu'il en advient de cette démarche et votre avis d'édile de Lissieu?

Réponse apportée par Monsieur George CHRYSSOMALIS, Adjoint aux finances et au développement économique
Depuis la sollicitation en 2020 du groupe Intermarché nous n'avons pas eu de nouveau contact ni des échos sur ce projet.
Pour reprendre la réponse lors des précédentes questions posées à ce sujet, la municipalité a déjà refusé une implantation de grande enseigne et reste dans la volonté inchangée de voir se développer le village uniquement par le biais des petits commerces de proximité.
Concernant le contact par Intermarché auprès de la Métropole, j'aimerais vous rappeler, ainsi qu'au Conseil Municipal qu'autant que la compétence économique est à la Métropole les permis restent instruits en mairie.

Ceci dit, il est important que nous restions vigilants et je m'en charge de me rapprocher du service Métropolitain pour une veille sur le sujet.
Egalement j'invite Mr Schuk à nous faire part des informations qui pourraient m'aider à la préparation de ce contact avec la Métropole.

Réponse apportée par Madame le Maire
Décidemment un leitmotiv cette question… J'invite monsieur Schuk à nous faire part des informations qu'il pourrait avoir et à nous alerter, à titre personnel mais aussi en sa qualité d'élu de toute menace dont nous n'aurions connaissance. De notre côté, depuis la sollicitation en 2020 du groupe Intermarché nous n'avons pas eu de nouveau contact ni vent de quelques projets. Je réitère ma réponse faite lors des précédentes questions posées à ce sujet, la municipalité a déjà refusé une implantation de grande enseigne et reste dans la volonté inchangée de voir se développer le village uniquement par le biais des petits commerces de proximité. Et de rappeler à mon tour que la compétence économique est à la Métropole mais que les permis restent instruits en mairie et que les projets ne peuvent se monter complètement à notre insu, que la vigilance reste donc de mise et que l'adjoint en charge se rapprochera du service Métropolitain pour une veille sur le sujet.

2°Au budget investissement 2023 figure une acquisition foncière pour 20 000 € de la friche de Montvallon fragilisée par un abattage massif des chênes dont beaucoup étaient en bonne santé et viables quoique en dise le propriétaire.
Plus de 170 mètres cubes de chênes sains ont ainsi fini en bois noble de construction et non en biomasse.
-quels sont les numéros des parcelles concernées par cette acquisition foncière ?
-quel a été le mode d'évaluation du prix du foncier ,avis Safer ,Domaines ou prix issu d'une négociation avec le propriétaire ?
-qui prends en charge les frais d'actes notariés et quel en sera le cout ?
-qui prends en charge financièrement le bornage de la ou des parcelles ?
-avez-vous prévu une expertise sur la qualité sanitaire des arbres restants accompagnés d'un diagnostic faune-flore afin de définir le potentiel écologique du site ?
-quel est votre projet de remise en état et de reboisement et à quels couts ?
-quel est le budget pour rétablir la clôture des tènements achetés ?
-qui prend en charge le girobroyage des houppes et branchages entassés en plusieurs endroits ?
-les sols ravagés et profondément meurtris sont propices à l'érosion. Quel est votre plan d'action pour accompagner et transformer cette friche en parc naturel ?
-la servitude de passage au profit de la commune entre l'allée des Frênes et le parc municipal de Montvallon constitue t-elle une parcelle ?Quelle en ser la largeur et la surface ?
-s'agissant d'une cession foncière dont le propriétaire est un élu, avez-vous évalué le risque juridique au TA ?

Réponse apportée par Monsieur Quentin BALAYE, conseiller délégué à l'écologie, à l'environnement et au développement durable
Une réflexion d'acquisition de la parcelle ayant été sujette une Déclaration Préalable pour un prélèvement d'arbres en 2021 est en cours. Aucune négociation n'a été lancée avec le propriétaire. Il est prévu de faire appel en amont à plusieurs instances expertes afin d'affiner la valorisation de cette parcelle. A ce jour, il est question de budgéter un montant pour des acquisitions foncières pour l'année 2023. Il a donc été arbitrairement statuer un prix maximal d'achat prévisionnel. Il est important de rappeler que ces parcelles se situent au cœur du village dans le prolongement du parc de Montvallon et d'une parcelle classée EBC déjà propriété de la commune. L'emplacement stratégique de cette parcelle privée et le besoin de garantir la végétalisation du bourg de Lissieu nous pousse à poursuivre et accélérer cette réflexion.
Les frais d'acte de notaires, le bornage, l'expertise faune-flore, la clôture, le nettoyage ainsi que le reboisement de cette parcelle à acquérir font partie intégrante de la négociation avec le propriétaire de la parcelle, négociation à ce jour encore non ouverte. Si la

commune s'avérait devenir propriétaire de cette parcelle classée EBC, celles-ci deviendraient de fait une forêt communale au même titre que celle de Bois Dieu et donc serait à inclure dans le périmètre de gestion forestière de l'ONF. Je tiens à préciser qu'une étude de reboisement est en cours avec l'ONF sur la forêt de Bois Dieu. Le dérèglement climatique impose d'étudier attentivement ces projets de reboisement qui s'étendent sur des pas de temps de 50 à 100 ans afin qu'ils soient le plus bénéfiques possibles pour la forêt et ses usagers.
Au-delà du propos injuste voir malhonnête de « friche » et de l'analyse partiale et non étayée de l'état des sols et ses conséquences qui contredisent les propos des experts du CNPF, il est important de préciser que ces parcelles classées EBC n'ont pas vocation à devenir un « parc » comme celui-ci de Montvallon. Si la commune acquiert la parcelle, un travail de fond sera lancé par la mairie et en contact avec les associations locales afin de réfléchir au devenir de ces parcelles. Celles-ci ont vocation à rester un espace boisé et sur lesquels Lissilois et biodiversité cohabiteront.

3°Un audit à été confié à KPMG afin de compléter l'expertise financière des élus et des agents.C'est une excellente chose qui doit être partagée par tous.
A ce titre il aurait été un excellent outil de réflexion et d'analyse pour la commission des finances.
Pourquoi ne pas avoir mis en destinataire copie de ce document pour les membres de la commission des finances de Lissieu?
En conséquence de quoi, ayant une certaine aptitude à comprendre et à analyser les mémoires de KPMG, je vous demande que me soit transmis le rapport KPMG sous format PDF et par courriel afin de bannir le format papier.

Réponse apportée par Monsieur George CHRYSSOMALIS, Adjoint aux finances et au développement économique
Oui, nous pourrions envoyer le rapport due KPMG à M. Schuk et à tous les membres de la Commission des Finances s'ils le souhaitent. Pourtant, il est important d'expliquer pourquoi cela n'a pas été fait auparavant.
Lors de la Commission des Finances le 29 septembre dernier et à la Commission Générale du 5 octobre 2022, il était clairement expliqué aux membres que l'analyse de KPMG a été rendu en fin mai 2022, mais depuis, certains chiffres avaient évolué dans le budget de Fonctionnement et pour le budget d'Investissement certaines précisions sur des projets ont été mieux connues – et donc les hypothèses/chiffres utilisés par KPMG ne tenaient plus dans l'ensemble. Egalement, KPMG avait utilisé un taux d'inflation moyen de 3% à travers la période 2022 à 2026 au lieu d'un taux plus représentatif de la réalité (5% en moyenne)
Comme j'avais expliqué à ces moments, j'avais bien utilisé la structure du modèle KPMG en utilisant les nouveaux chiffres toute en respectant les évolutions potentielles indiquées par KPMG. J'avais également partagé mes tableaux avec le chef de la mission côté KPMG et qui a confirmé que j'avais bien respecté la structure & l'approche générale de KPMG toute en appliquant les nouveaux chiffres.
Donc, il n'y avait pas de raison de diffuser le rapport d'origine de KPMG à ce moment-là et tous les éléments clés ont été présentés en toute transparence permettant à la Commission des Finances à réaliser des recommandations fortes – qui ont été pris en compte lors de la Commission Générale ensuite.
Lors de la Commission des Finances le 2 mars 2023, où la synthèse du CA 2022 et du BP 2023 ont été présenté, il était bien dit qu'une nouvelle prospective financière avec le regard jusqu'à la fin du mandat serait réalisé pour fin septembre avant le démarrage de l'exercice budgétaire 2024 et que je compte sur l'implication des membres de la Commission pour m'aider à la construction de cette nouvelle prospective.

4°Dans le cadre du transfert de la compétence déneigement à la Métropole …

-Mr l'adjoint pourra t-il prochainement nous présenter son organisation pour les voiries à déneiger qui ne sont pas de compétences Métropolitaine ?

-quel est le devenir des moyens techniques dont nous disposons si le périmètre notablement réduit ?

-une réduction des couts d'exploitation est-elle évaluée et de combien ?

La perte 150 000 € de recette Métropolitaine due au transfert des compétences sera-t-elle compensée toute ou partie par une réduction des couts municipaux ?

Comme cela a été dit durant votre campagne municipale de 2019-2020, la réduction des frais de fonctionnement de 10% annoncée n'est pas au rendez-vous 3 ans après.

Quel est le plan détaillé de votre sobriété financière en matière de frais de fonctionnement, la masse salariale constituant le poste le plus inflationniste de ces 3 dernières années ?

Réponse apportée par Monsieur André DUMORTIER, Adjoint aux travaux, voiries et bâtiments

Une information sera donnée prochainement sur l'organisation du nettoiement des voiries entre les services de la métropole et les services techniques de Lissieu.

Pour rappel, la commune de Lissieu est rentrée dans le Grand Lyon, aujourd'hui Métropole, en 2011. Nous avons souhaité à cette époque conservé la compétence viabilité hivernale et nettoiement des voiries, ceci pour une plus grande réactivité et efficacité.

Aussi il a été mis en place une convention de subsidiarité entre les 2 parties. Un accord prévoyait le reversement d'une dotation chaque année à la commune de Lissieu en compensation des charges de fonctionnement et d'investissement supportées par celle-ci.

(170 000 € les premières années, 153 000 en 2022 …136 000€ pour 2023).

Ces sommes versées chaque année n'ont pas été utilisées pour moderniser nos moyens techniques ni pour optimiser le fonctionnement des services techniques.

Les moyens techniques dont nous disposons aujourd'hui sont vieillissants et nécessitent un coût d'entretien important.

Fin 2022, cette convention arrivait à son terme.

Pour continuer à percevoir cette dotation, la métropole nous imposait un cahier des charges qui après analyses ne s'avérait pas viable pour notre commune, à savoir :

- Recrutement de 2 agents techniques supplémentaires
- Plus de 30 000€ de prestations extérieures
- Mise à niveau des moyens matériels
- Location de bennes
- Formation de nos agents

Aussi il a été décidé de ne pas reconduire cette convention.

L'objectif étant toujours d'optimiser les coûts de fonctionnement par rapport aux services rendus et d'avoir une équipe dédiée aux espaces verts.

Réponse apportée par Monsieur George CHRYSSOMALIS, Adjoint aux finances et au développement économique

C'est vrai que depuis le début du mandat – avec la durée du plan anti-COVID, la guerre en Ukraine et les impacts économique et financière engendré, on n'avait pas de vraies possibilités pour réduire notre budget de fonctionnement – surtout par rapport les frais de personnel qui ont connu une augmentation importante – même en restant sur le même nombre d'agents en 2022 & 2023 - liés aux décisions par l'Etat face à l'inflation, les primes de précarité, et le pouvoir d'achat des agents.

Malgré ces pressions, le BP 2023 montre une augmentation des dépenses réelles de fonctionnement de l'ordre de 3.07% grâce aux efforts de la part de tous et avec des recettes qui augmentent de 5,7% nous avons pu dégager un virement vers l'investissement d'un montant le plus élevé historiquement.

Par rapport un plan de sobriété financière pour trouver une réduction des frais de fonctionnement – ceci va faire partie de l'exercice de la prospective financière d'ici fin du mandat, dont j'avais indiqué il y a toute à l'heure afin de voir si nous pourrions arriver à une réduction de 10% dans le budget de fonctionnement.

La séance est ensuite levée par Madame le Maire.
Fin de la séance à : 21h30

Ainsi fait et délibéré.
A Lissieu, le 13 mars 2023.

Charlotte Grange
Maire

MAIRIE DE LISSIEU (Rhône)

VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES DEPENSES

Chap/ art	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Proposition nouvelle	Vote de l'assemblée délibérante
6456	Versement au F.N.C du supplément familial	2 500,00	1 000,00	
6474	Versements aux autres oeuvres sociales		36 500,00	
6475	Médecine du travail, pharmacie	3 500,00	3 800,00	
6478	Autres charges sociales diverses	26 500,00	55 000,00	
014	**Atténuations de produits**	**42 000,00**	**44 000,00**	
739223	Fonds de péréquation ressources communales et intercommunales	42 000,00	44 000,00	
65	**Autres charges de gestion courante**	**255 300,00**	**225 800,00**	
6518	Autres redevances pour concessions, brevets, licences, procédés	6 000,00	13 500,00	
6531	Indemnités	79 000,00	79 000,00	
6532	Frais de mission	1 000,00	500,00	
6533	Cotisations de retraite	3 200,00	3 500,00	
6534	Cotisations de sécurité sociale - part patronale	6 500,00	0,00	
6535	Formation	1 000,00	1 500,00	
6541	Créances admises en non-valeur	2 000,00	1 000,00	
65548	Autres contributions	65 000,00	65 000,00	
657348	Autres communes	20 000,00	20 000,00	
657351	GFP de rattachement	1 100,00	1 100,00	
657362	CCAS	5 000,00	4 000,00	
6574	Subventions de fonctionnement aux associations et autres ...	60 000,00	28 000,00	
65888	Autres	5 500,00	8 700,00	
	TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65+656)	**2 874 810,81**	**3 093 100,00**	
66	**Charges financières (b)**	**40 333,21**	**36 215,09**	
66111	Intérêts réglés à l'échéance	40 333,21	36 215,09	
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**13 000,00**	**10 000,00**	
6718	Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	5 000,00	5 000,00	
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	8 000,00	5 000,00	
68	**Dotations aux amortissements et aux provisions (d)**		**0,00**	
6817	Dotations aux prov. pour dépréciation des actifs circulants		0,00	
022	**Dépenses imprévues (fonctionnement) (e)**	**21 000,00**	**35 284,91**	
	TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e	**2 949 144,02**	**3 174 600,00**	
023	***Virement à la section d'investissement***	***628 070,78***	***748 108,00***	
042	***Opérations d'ordre de transfert entre sections***	***45 785,20***	***45 692,00***	
6811	*Dotations aux amort. des immos incorporelles et corporelles*	*45 785,20*	*45 692,00*	
	TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	**673 855,98**	**793 800,00**	
043	***Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement***		***0,00***	
	TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE	***673 855,98***	***793 800,00***	
	TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**3 623 000,00**	**3 968 400,00**	

+

RESTES A REALISER 2022	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**3 968 400,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N - ICNE N-1	0,00

VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES DEPENSES

Chap/ art	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Proposition nouvelle	Vote de l'assemblée délibérante
011	**Charges à caractère général**	**1 069 710,81**	**1 110 700,00**	
6042	Achats prestations de services (autres que terrains à aménager)	157 500,00	200 000,00	
60611	Eau et assainissement	13 000,00	14 000,00	
60612	Énergie - Électricité	115 000,00	150 000,00	
60622	Carburants	10 000,00	11 000,00	
60623	Alimentation	6 000,00	7 000,00	
60628	Autres fournitures non stockées	11 000,00	12 000,00	
60631	Fournitures d'entretien	10 000,00	12 000,00	
60632	Fournitures de petit équipement	26 500,00	28 250,00	
60633	Fournitures de voirie	1 500,00	500,00	
60636	Vêtements de travail	7 000,00	5 000,00	
6064	Fournitures administratives	6 500,00	6 150,00	
6065	Livres, disques, cassettes...(bibliothèques et médiathèques)	1 000,00	10 000,00	
6067	Fournitures scolaires	19 000,00	19 500,00	
611	Contrats de prestations de services	350 000,00	288 920,00	
6122	Crédit-bail mobilier		2 500,00	
6135	Locations mobilières	17 000,00	13 500,00	
614	Charges locatives et de copropriété		2 000,00	
61521	Terrains	37 000,00	39 000,00	
615221	Entretien et réparations bâtiments publics	25 000,00	23 000,00	
615228	Entretien et réparations autres bâtiments	10 000,00	5 000,00	
615231	Entretien et réparations voiries	14 000,00	10 000,00	
61524	Bois et forêts	20,22	30,00	
61551	Matériel roulant	13 000,00	9 000,00	
61558	Autres biens mobiliers		1 000,00	
6156	Maintenance	66 500,00	75 000,00	
6161	Assurance multirisques	12 500,00	16 500,00	
6182	Documentation générale et technique	1 200,00	2 000,00	
6184	Versements à des organismes de formation	8 000,00	6 000,00	
6188	Autres frais divers		500,00	
6226	Honoraires	18 000,00	20 000,00	
6227	Frais d'actes et de contentieux	10 000,00	8 000,00	
6231	Annonces et insertions	1 200,00	5 000,00	
6232	Fêtes et cérémonies	20 000,00	20 000,00	
6236	Catalogues et imprimés	17 881,59	16 400,00	
6247	Transports collectifs	7 200,00	10 000,00	
6256	Missions	700,00	500,00	
6257	Réceptions	8 000,00	5 800,00	
6261	Frais d'affranchissement	6 150,00	4 500,00	
6262	Frais de télécommunications	12 000,00	18 500,00	
6281	Concours divers (cotisations...)	5 350,00	6 000,00	
6283	Frais de nettoyage des locaux	8 000,00	7 000,00	
62875	Aux communes membres du GFP	3 809,00	6 050,00	
62878	A d'autres organismes	4 000,00	4 000,00	
63512	Taxes foncières	7 200,00	7 600,00	
63513	Autres impôts locaux	2 000,00	2 000,00	
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**1 507 800,00**	**1 712 600,00**	
6218	Autre personnel extérieur	12 000,00	7 800,00	
6331	Versement mobilité	16 500,00	17 000,00	
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	4 500,00	5 000,00	
6336	Cotisations CNFPT et Centres de gestion	18 000,00	20 000,00	
6338	Autres impôts, taxes , ...sur rémunérations	2 800,00	3 000,00	
6411	Personnel titulaire	725 000,00	800 000,00	
6413	Personnel non titulaire	278 000,00	295 000,00	
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	170 000,00	193 000,00	
6453	Cotisations aux caisses de retraite	190 000,00	212 000,00	
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	10 500,00	14 000,00	
6455	Cotisations pour assurance du personnel	48 000,00	49 500,00	

VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES DEPENSES

Chap/ art	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+ RAR 2021)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
678	Autres charges exceptionnelles	0,00	3 626,00	0,00	0,00	0,00
68	**Dotations aux amortissements et aux provisions (**	**45,00**	**45,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6817	Dotations aux prov. pour dépréciation des actifs circ	45,00	45,00	0,00	0,00	0,00
022	**Dépenses imprévues (fonctionnement) (e)**	**21 000,00**				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e		**3 080 189,02**	**2 879 315,76**	**0,00**	**0,00**	**200 873,26**
023	***Virement à la section d'investissement***	***628 070,78***	***0,00***			
042	***Opérations d'ordre de transfert entre sections***	***45 785,20***	***104 164,04***			***0,00***
675	*Valeurs comptables des immobilisations cédées*	*0,00*	*58 473,04*			*0,00*
6811	*Dotations aux amort. des immos incorporelles et co*	*45 785,20*	*45 691,00*			*94,20*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***673 855,98***	***104 164,04***			***569 691,94***
043	***Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fo.***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***673 855,98***	***104 164,04***			***569 691,94***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**3 754 045,00**	**2 983 479,80**	**0,00**	**0,00**	**770 565,20**
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de 2021		**0,00**				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant de l'exercice 2021	0,00
= Différence ICNE 2022 - ICNE 2021	0,00

Commune de Lissieu - 69 - Budget Communal	CA 2022

VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES DEPENSES

Chap/ art	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+ RAR 2021)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	**Charges à caractère général**	**1 109 710,81**	**983 129,74**	**0,00**	**0,00**	**126 581,07**
6042	Achats prestations de services (autres que terrains à	177 500,00	151 889,42	0,00	0,00	25 610,58
60611	Eau et assainissement	13 000,00	12 570,78	0,00	0,00	429,22
60612	Énergie - Électricité	135 000,00	113 361,89	0,00	0,00	21 638,11
60622	Carburants	10 000,00	9 596,34	0,00	0,00	403,66
60623	Alimentation	6 000,00	5 157,96	0,00	0,00	842,04
60628	Autres fournitures non stockées	11 000,00	10 898,48	0,00	0,00	101,52
60631	Fournitures d'entretien	10 000,00	12 055,46	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	26 500,00	20 168,07	0,00	0,00	6 331,93
60633	Fournitures de voirie	1 500,00	533,76	0,00	0,00	966,24
60636	Vêtements de travail	7 000,00	1 445,91	0,00	0,00	5 554,09
6064	Fournitures administratives	6 500,00	6 067,50	0,00	0,00	432,50
6065	Livres, disques, cassettes...(bibliothèques et médiatl	1 000,00	1 130,22	0,00	0,00	0,00
6067	Fournitures scolaires	19 000,00	18 024,68	0,00	0,00	975,32
611	Contrats de prestations de services	350 000,00	305 540,82	0,00	0,00	44 459,18
6135	Locations mobilières	17 000,00	13 776,96	0,00	0,00	3 223,04
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	1 813,44	0,00	0,00	0,00
61521	Terrains	37 000,00	37 056,37	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien et réparations bâtiments publics	25 000,00	15 071,31	0,00	0,00	9 928,69
615228	Entretien et réparations autres bâtiments	10 000,00	4 980,00	0,00	0,00	5 020,00
615231	Entretien et réparations voiries	14 000,00	10 701,84	0,00	0,00	3 298,16
61524	Bois et forêts	20,22	20,22	0,00	0,00	0,00
61551	Matériel roulant	13 000,00	15 878,50	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	66 500,00	73 086,77	0,00	0,00	0,00
6161	Assurance multirisques	12 500,00	15 215,13	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	1 200,00	1 449,50	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	8 000,00	4 331,00	0,00	0,00	3 669,00
6226	Honoraires	18 000,00	17 369,75	0,00	0,00	630,25
6227	Frais d'actes et de contentieux	10 000,00	12 340,71	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	2 263,38	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	1 200,00	0,00	0,00	0,00	1 200,00
6232	Fêtes et cérémonies	20 000,00	15 026,17	0,00	0,00	4 973,83
6236	Catalogues et imprimés	17 881,59	15 510,00	0,00	0,00	2 371,59
6247	Transports collectifs	7 200,00	4 730,31	0,00	0,00	2 469,69
6256	Missions	700,00	0,00	0,00	0,00	700,00
6257	Réceptions	8 000,00	5 360,90	0,00	0,00	2 639,10
6261	Frais d'affranchissement	6 150,00	4 007,29	0,00	0,00	2 142,71
6262	Frais de télécommunications	12 000,00	19 952,35	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	61,55	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations...)	5 350,00	5 918,09	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	8 000,00	6 910,62	0,00	0,00	1 089,38
62875	Aux communes membres du GFP	3 809,00	2 846,29	0,00	0,00	962,71
62878	A d'autres organismes	4 000,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
63512	Taxes foncières	7 200,00	7 569,00	0,00	0,00	0,00
63513	Autres impôts locaux	2 000,00	1 441,00	0,00	0,00	559,00

VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES DEPENSES

Chap/ art	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+ RAR 2021)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**1 634 300,00**	**1 603 927,14**	**0,00**	**0,00**	**30 372,86**
6218	Autre personnel extérieur	12 000,00	7 799,39	0,00	0,00	4 200,61
6331	Versement mobilité	16 500,00	16 654,21	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	4 500,00	4 380,89	0,00	0,00	119,11
6336	Cotisations CNFPT et Centres de gestion	18 000,00	18 664,45	0,00	0,00	0,00
6338	Autres impôts, taxes , ...sur rémunérations	2 800,00	2 628,81	0,00	0,00	171,19
6411	Personnel titulaire	775 000,00	759 912,93	0,00	0,00	15 087,07
6413	Personnel non titulaire	298 000,00	281 161,41	0,00	0,00	16 838,59
6415	Indemnité inflation	0,00	4 200,00	0,00	0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	1 669,90	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	180 000,00	179 957,28	0,00	0,00	42,72
6453	Cotisations aux caisses de retraite	200 000,00	196 051,09	0,00	0,00	3 948,91
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	10 500,00	11 386,86	0,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	48 000,00	50 910,09	0,00	0,00	0,00
6456	Versement au F.N.C du supplément familial	2 500,00	118,00	0,00	0,00	2 382,00
6457	Cotisations sociales liées à l'apprentissage	0,00	27,23	0,00	0,00	0,00
6474	Versements aux autres oeuvres sociales	36 500,00	36 500,00	0,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	3 500,00	3 460,40	0,00	0,00	39,60
6478	Autres charges sociales diverses	26 500,00	25 735,00	0,00	0,00	765,00
6488	Autres charges	0,00	2 709,20	0,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**43 000,00**	**42 678,00**	**0,00**	**0,00**	**322,00**
739223	Fonds de péréquation ressources communales et in	43 000,00	42 678,00	0,00	0,00	322,00
65	**Autres charges de gestion courante**	**218 800,00**	**204 304,43**	**0,00**	**0,00**	**14 495,57**
6518	Autres redevances pour concessions, brevets, licen	6 000,00	10 880,28	0,00	0,00	0,00
6531	Indemnités	79 000,00	78 228,02	0,00	0,00	771,98
6532	Frais de mission	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
6533	Cotisations de retraite	3 200,00	3 318,61	0,00	0,00	0,00
6534	Cotisations de sécurité sociale - part patronale	6 500,00	0,00	0,00	0,00	6 500,00
6535	Formation	1 000,00	1 721,74	0,00	0,00	0,00
65372	Cotisations au fonds de financement de l'alloc° de fi	0,00	79,18	0,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	2 000,00	295,71	0,00	0,00	1 704,29
65548	Autres contributions	65 000,00	63 250,00	0,00	0,00	1 750,00
657348	Autres communes	20 000,00	13 620,77	0,00	0,00	6 379,23
657351	GFP de rattachement	1 100,00	480,00	0,00	0,00	620,00
657362	CCAS	5 000,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00
6574	Subventions de fonctionnement aux associations et	23 500,00	22 556,00	0,00	0,00	944,00
65888	Autres	5 500,00	4 874,12	0,00	0,00	625,88
	TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65+656)	**3 005 810,81**	**2 834 039,31**	**0,00**	**0,00**	**171 771,50**
66	**Charges financières (b)**	**40 333,21**	**40 333,21**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	40 333,21	40 333,21	0,00	0,00	0,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**13 000,00**	**4 898,24**	**0,00**	**0,00**	**8 101,76**
6718	Autres charges exceptionnelles sur opérations de ge	5 000,00	905,00	0,00	0,00	4 095,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	8 000,00	367,24	0,00	0,00	7 632,76

Commune de Lissieu - 69 - Budget Communal	BP 2023

VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES RECETTES

Chap/ art	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Proposition nouvelle	Vote de l'assemblée délibérante
013	**Atténuations de charges**	**18 000,00**	**76 000,00**	
6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	6 000,00	62 000,00	
6479	Remboursements sur autres charges sociales	12 000,00	14 000,00	
70	**Produits des services, du domaine et ventes diverses**	**223 700,00**	**332 800,00**	
7022	Coupes de bois		2 000,00	
70311	Concession dans les cimetières (produit net)	3 000,00	3 300,00	
70323	Redevance d'occupation du domaine public communal	700,00	1 000,00	
7062	Redevances et droits des services à caractère culturel	22 000,00	45 000,00	
7067	Redevances et droits des services périscolaires et d'enseigneme	195 000,00	280 000,00	
70878	par d'autres redevables	3 000,00	1 500,00	
73	**Impôts et taxes**	**2 824 000,00**	**3 044 000,00**	
73111	Impôts directs locaux	1 630 000,00	1 800 000,00	
73211	Attribution de compensation	820 000,00	820 000,00	
73212	Dotation de solidarité communautaire	38 000,00	38 000,00	
73221	FNGIR	1 000,00	1 000,00	
7351	Taxe sur la consommation finale d'électricité	85 000,00	85 000,00	
7381	Taxe additionnelle aux droits de mutation ou à la taxe de publi	250 000,00	300 000,00	
74	**Dotations, subventions et participations**	**166 800,00**	**223 600,00**	
7411	Dotation forfaitaire	3 000,00	0,00	
74121	Dotation de solidarité rurale	34 000,00	33 600,00	
744	FCTVA	2 000,00	0,00	
7478	Autres organismes	98 800,00	180 000,00	
74834	Etat - Compensation au titre des exonérations des taxes foncièr	4 000,00	5 000,00	
7488	Autres attributions et participations	25 000,00	5 000,00	
75	**Autres produits de gestion courante**	**220 000,00**	**97 000,00**	
752	Revenus des immeubles	65 000,00	92 000,00	
7588	Autres produits divers de gestion courante	155 000,00	5 000,00	
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a)		**3 452 500,00**	**3 773 400,00**	
76	**Produits financiers (b)**		**0,00**	
77	**Produits exceptionnels (c)**	**500,00**	**25 000,00**	
7788	Produits exceptionnels divers	500,00	25 000,00	
TOTAL DES RECETTES REELLES = a+b+c+d		**3 453 000,00**	**3 798 400,00**	
042	***Opérations d'ordre de transfert entre sections***		***0,00***	
043	***Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement***		***0,00***	
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE			***0,00***	
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**3 453 000,00**	**3 798 400,00**	

		+
	RESTES A REALISER 2022	**0,00**
		+
	R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**170 000,00**
		=
	TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**3 968 400,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N - ICNE N-1	0,00

Commune de Lissieu - 69 - Budget Communal	CA 2022

VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES RECETTES

Chap/ art	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+ RAR 2021)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	**Atténuations de charges**	**38 000,00**	**46 531,96**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	26 000,00	31 679,46	0,00	0,00	0,00
6479	Remboursements sur autres charges sociales	12 000,00	14 852,50	0,00	0,00	0,00
70	**Produits des services, du domaine et ventes diverse**	**249 745,00**	**279 375,78**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70311	Concession dans les cimetières (produit net)	3 000,00	1 250,00	0,00	0,00	1 750,00
70323	Redevance d'occupation du domaine public communa	700,00	866,00	0,00	0,00	0,00
7062	Redevances et droits des services à caractère culturel	22 000,00	9 182,00	0,00	0,00	12 818,00
7067	Redevances et droits des services périscolaires et d'e	221 045,00	267 357,78	0,00	0,00	0,00
70878	par d'autres redevables	3 000,00	720,00	0,00	0,00	2 280,00
73	**Impôts et taxes**	**2 909 000,00**	**3 083 835,26**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
73111	Impôts directs locaux	1 675 000,00	1 794 552,00	0,00	0,00	0,00
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	0,00	4 572,00	0,00	0,00	0,00
73211	Attribution de compensation	820 000,00	820 802,00	0,00	0,00	0,00
73212	Dotation de solidarité communautaire	38 000,00	39 449,00	0,00	0,00	0,00
73221	FNGIR	1 000,00	862,00	0,00	0,00	138,00
7351	Taxe sur la consommation finale d'électricité	85 000,00	90 288,22	0,00	0,00	0,00
7381	Taxe additionnelle aux droits de mutation ou à la taxe	290 000,00	333 310,04	0,00	0,00	0,00
74	**Dotations, subventions et participations**	**166 800,00**	**313 449,87**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7411	Dotation forfaitaire	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
74121	Dotation de solidarité rurale	34 000,00	33 596,00	0,00	0,00	404,00
744	FCTVA	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
74718	Autres	0,00	1 200,00	0,00	0,00	0,00
7478	Autres organismes	98 800,00	102 370,23	0,00	0,00	0,00
74834	Etat - Compensation au titre des exonérations des tax	4 000,00	5 731,00	0,00	0,00	0,00
748388	Autres	0,00	106 118,00	0,00	0,00	0,00
7488	Autres attributions et participations	25 000,00	64 434,64	0,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**220 000,00**	**250 605,17**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
752	Revenus des immeubles	65 000,00	90 660,03	0,00	0,00	0,00
7588	Autres produits divers de gestion courante	155 000,00	159 945,14	0,00	0,00	0,00
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = (70+73+74+75+013)		**3 583 545,00**	**3 973 798,04**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**500,00**	**14 193,89**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	3 900,00	0,00	0,00	0,00
7788	Produits exceptionnels divers	500,00	10 293,89	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES = a+b+c+d		**3 584 045,00**	**3 987 991,93**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	***Opérations d'ordre de transfert entre sections***	***0,00***	***54 573,04***			***0,00***
7761	*Différences sur réalisations (positives) transférées en*	*0,00*	*54 573,04*			*0,00*
043	***Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fon***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		***0,00***	***54 573,04***			***0,00***
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**3 584 045,00**	**4 042 564,97**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de 2021		**170 000,00**				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant de l'exercice 2021	0,00
= Différence ICNE 2022 - ICNE 2021	0,00

Commune de Lissieu - 69 - Budget Communal	BP 2023

VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES

Chap/ art	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Proposition nouvelle	Vote de l'assemblée délibérante
010	**Stocks**		**0,00**	
20	**Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)**	**130 000,00**	**235 000,00**	
2031	Frais d'études	100 000,00	220 000,00	
2051	Concessions et droits similaires	30 000,00	15 000,00	
204	**Subventions d'équipement versées (hors opérations)**	**502 000,00**	**125 000,00**	
2041582	Autres groupements - Bâtiments et installations	457 000,00	0,00	
20422	Privé - Bâtiments et installations	45 000,00	125 000,00	
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**1 169 157,61**	**2 760 398,95**	
2111	Terrains nus	260 664,00	20 000,00	
2112	Terrains de voirie	100 855,70	115 000,00	
2117	Bois et forêts	51 424,00	40 000,00	
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	10 000,00	10 000,00	
2128	Autres agencements et aménagements de terrains	160 000,00	140 000,00	
21311	Hôtel de ville	20 000,00	20 000,00	
21312	Bâtiments scolaires	20 000,00	2 150 000,00	
21316	Équipements du cimetière	10 000,00	15 000,00	
21318	Autres bâtiments publics	158 945,20	0,00	
2138	Autres constructions	104 858,06	51 500,00	
21578	Autre matériel et outillage de voirie	10 509,23	5 000,00	
2158	Autres installations, matériel et outillage techniques	12 000,00	18 000,00	
2182	Matériel de transport	70 000,00	0,00	
2183	Matériel de bureau et matériel informatique	30 000,00	30 000,00	
2184	Mobilier	18 605,00	15 100,00	
2188	Autres immobilisations corporelles	131 296,42	130 798,95	
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**		**0,00**	
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**		**0,00**	
	Opération d'équipement n° 102	1 641,37	0,00	
	Opération d'équipement n° 104	20 000,00	0,00	
	Opération d'équipement n° 107	54 067,85	0,00	
	Opération d'équipement n° 111	62 500,00	0,00	
	Opération d'équipement n° 114	36 086,36	0,00	
	Opération d'équipement n° 119	27 723,00	0,00	
	Opération d'équipement n° 120	921,60	0,00	
	Opération d'équipement n° 96	54 767,22	0,00	
	Total des dépenses d'équipement	**2 058 865,01**	**3 120 398,95**	
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**107 233,32**	**104 733,32**	
1641	Emprunts en euros	103 233,32	100 733,32	
165	Dépôts et cautionnements reçus	4 000,00	4 000,00	
27	**Autres immobilisations financières**	**515 000,00**	**0,00**	
275	Dépôts et cautionnements versés	5 000,00	0,00	
276351	GFP de rattachement	510 000,00	0,00	
020	**Dépenses imprévues (investissement)**	**135 000,00**	**165 000,00**	
020	Dépenses imprévues (investissement)	135 000,00	165 000,00	
	Total des dépenses financières	**757 233,32**	**269 733,32**	
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers		**0,00**	
	TOTAL DEPENSES REELLES DE L'EXERCICE	**2 816 098,33**	**3 390 132,27**	
040	***Opérations d'ordre de transfert entre sections***		***0,00***	
041	***Opérations patrimoniales***		***0,00***	
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE DE L'EXERCICE		***0,00***	

Commune de Lissieu - 69 - Budget Communal	BP 2023

VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	2 816 098,33	3 390 132,27	
			+
		RESTES A REALISER 2022	649 739,11
			+
		D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
			=
		TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	4 039 871,38

III - VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES

Chap/ art	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+ RAR 2021)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)**	**130 000,00**	**12 907,38**	**44 940,00**	**72 152,62**
2031	Frais d'études	100 000,00	12 907,38	44 940,00	42 152,62
2051	Concessions et droits similaires	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00
204	**Subventions d'équipement versées (sauf opérations)**	**502 000,00**	**35 285,00**	**457 000,00**	**9 715,00**
2041582	Autres groupements - Bâtiments et installations	457 000,00	0,00	457 000,00	0,00
20422	Privé - Bâtiments et installations	45 000,00	35 285,00	0,00	9 715,00
21	**Immobilisations corporelles (sauf opérations)**	**1 169 157,61**	**557 153,22**	**85 348,89**	**526 655,50**
2111	Terrains nus	260 664,00	6 485,68	50 000,00	204 178,32
2112	Terrains de voirie	100 855,70	66 532,00	0,00	34 323,70
2117	Bois et forêts	51 424,00	36 320,44	8 795,92	6 307,64
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	10 000,00	231,00	0,00	9 769,00
2128	Autres agencements et aménagements de terrains	160 000,00	30 127,26	0,00	129 872,74
21311	Hôtel de ville	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00
21312	Bâtiments scolaires	20 000,00	4 151,82	0,00	15 848,18
21316	Équipements du cimetière	10 000,00	4 689,60	0,00	5 310,40
21318	Autres bâtiments publics	158 945,20	156 080,38	4 728,00	0,00
2138	Autres constructions	104 858,06	84 484,69	0,00	20 373,37
21578	Autre matériel et outillage de voirie	10 509,23	4 057,56	0,00	6 451,67
2158	Autres installations, matériel et outillage techniques	12 000,00	4 381,45	6 512,10	1 106,45
2182	Matériel de transport	70 000,00	73 308,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et matériel informatique	30 000,00	16 971,04	8 622,92	4 406,04
2184	Mobilier	18 605,00	14 550,98	0,00	4 054,02
2188	Autres immobilisations corporelles	131 296,42	54 781,32	6 689,95	69 825,15
22	**Immobilisations reçues en affectation (sauf opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Opérations d'équipement n° 102	1 641,37	39,42	0,00	1 601,95
	Opérations d'équipement n° 104	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00
	Opérations d'équipement n° 107	54 067,85	54 067,85	0,00	0,00
	Opérations d'équipement n° 111	62 500,00	62 500,00	0,00	0,00
	Opérations d'équipement n° 114	36 086,36	32 706,00	0,00	3 380,36
	Opérations d'équipement n° 119	27 723,00	9 000,00	18 723,00	0,00
	Opérations d'équipement n° 120	921,60	0,00	0,00	921,60
	Opérations d'équipement n° 96	54 767,22	2 040,00	43 727,22	9 000,00
	Total des dépenses d'équipement	**2 058 865,01**	**765 698,87**	**649 739,11**	**643 427,03**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**107 233,32**	**104 248,32**	**0,00**	**2 985,00**
1641	Emprunts en euros	103 233,32	103 233,32	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	4 000,00	1 015,00	0,00	2 985,00
27	**Autres immobilisations financières**	**515 000,00**	**510 000,00**	**0,00**	**5 000,00**
275	Dépôts et cautionnements versés	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
276351	GFP de rattachement	510 000,00	510 000,00	0,00	0,00
020	**Dépenses imprévues (investissement)**	**135 000,00**			
	Total des dépenses financières	**757 233,32**	**614 248,32**	**0,00**	**142 985,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**2 816 098,33**	**1 379 947,19**	**649 739,11**	**786 412,03**
040	***Opérations d'ordre de transfert entre sections***	***0,00***	***54 573,04***		***0,00***
	Charges transférées	***0,00***	***54 573,04***		***0,00***
192	*Plus ou moins value sur cession d'immobilisation*	*0,00*	*54 573,04*		*0,00*
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***		***0,00***
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***0,00***	***54 573,04***		***0,00***

III - VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**2 816 098,33**	**1 434 520,23**	**649 739,11**	**731 838,99**
Pour information **D001 Solde d'exécution négatif reporté de 2021**	**0,00**			

Commune de Lissieu - 69 - Budget Communal	BP 2023

VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES

Chap/ art	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Proposition nouvelle	Vote de l'assemblée délibérante
010	**Stocks**		**0,00**	
13	**Subventions d'investissement (hors 138)**	**328 397,00**	**707 633,78**	
1311	Etat et établissements nationaux		0,00	
1312	Régions		0,00	
1316	Autres établissements publics locaux		0,00	
1321	Etat et établissements nationaux	41 328,00	55 000,00	
1322	Régions	15 965,00	0,00	
1328	Autres	67 104,00	652 633,78	
1346	Participations pour voirie et réseaux	204 000,00	0,00	
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**		**0,00**	
204	**Subventions d'équipement versées**		**0,00**	
21	**Immobilisations corporelles**		**0,00**	
22	**Immobilisations reçues en affectation**		**0,00**	
23	**Immobilisations en cours**		**0,00**	
	Total des recettes d'équipement	**328 397,00**	**707 633,78**	
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**790 433,74**	**1 179 085,17**	
10222	F.C.T.V.A.	70 000,00	80 000,00	
10226	Taxe d'aménagement		40 000,00	
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	720 433,74	1 059 085,17	
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**5 000,00**	**5 000,00**	
27	**Autres immobilisations financières**	**5 000,00**	**5 000,00**	
275	Dépôts et cautionnements versés	5 000,00	5 000,00	
024	**Produits de cessions**	**4 800,00**	**535 000,00**	
	Total des recettes financières	**805 233,74**	**1 724 085,17**	
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers		**0,00**	
	TOTAL RECETTES REELLES	**1 133 630,74**	**2 431 718,95**	
021	***Virement de la section de fonctionnement***	***628 070,78***	***748 108,00***	
040	***Opérations d'ordre de transfert entre sections***	***45 785,20***	***45 692,00***	
28041582	*Autres groupements - Bâtiments et installations*	*28 033,00*	*28 033,00*	
280422	*Privé - Bâtiments et installations*	*17 658,00*	*17 659,00*	
281312	*Bâtiments scolaires*	*94,20*	*0,00*	
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	***673 855,98***	***793 800,00***	
041	***Opérations patrimoniales***		***0,00***	
	TOTAL RECETTES D'ORDRE DE L'EXERCICE	***673 855,98***	***793 800,00***	
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et ordres)	**1 807 486,72**	**3 225 518,95**	

	+
RESTES A REALISER 2022	**257 521,00**
	+
R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**556 831,43**
	=
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**4 039 871,38**

III - VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES

Chap/ art	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+ RAR 2021)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**328 397,00**	**70 552,28**	**257 521,00**	**323,72**
1311	Etat et établissements nationaux	0,00	0,00	6 417,00	0,00
1321	Etat et établissements nationaux	41 328,00	70 552,28	0,00	0,00
1322	Régions	15 965,00	0,00	0,00	15 965,00
1328	Autres	67 104,00	0,00	47 104,00	20 000,00
1346	Participations pour voirie et réseaux	204 000,00	0,00	204 000,00	0,00
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**328 397,00**	**70 552,28**	**257 521,00**	**323,72**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**790 433,74**	**806 066,42**	**0,00**	**0,00**
10222	F.C.T.V.A.	70 000,00	64 089,68	0,00	5 910,32
10226	Taxe d'aménagement	0,00	21 543,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	720 433,74	720 433,74	0,00	0,00
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**5 000,00**	**1 957,31**	**0,00**	**3 042,69**
27	**Autres immobilisations financières**	**5 000,00**	**0,00**	**0,00**	**5 000,00**
275	Dépôts et cautionnements versés	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
024	**Produits de cessions**	**4 800,00**			
	Total des recettes financières	**805 233,74**	**808 023,73**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES	**1 133 630,74**	**878 576,01**	**257 521,00**	**0,00**
021	***Virement de la section de fonctionnement***	***628 070,78***			
040	***Opérations d'ordre de transfert entre sections***	***45 785,20***	***104 164,04***		***0,00***
2182	*Matériel de transport*	*0,00*	*54 000,00*		*0,00*
2183	*Matériel de bureau et matériel informatique*	*0,00*	*4 473,04*		*0,00*
28041482	*Autres communes - Bâtiments et installations*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
28041582	*Autres groupements - Bâtiments et installations*	*28 033,00*	*28 033,00*		*0,00*
280422	*Privé - Bâtiments et installations*	*17 658,00*	*17 658,00*		*0,00*
281312	*Bâtiments scolaires*	*94,20*	*0,00*		*94,20*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	***673 855,98***	***104 164,04***		***569 691,94***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***		***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***673 855,98***	***104 164,04***		***569 691,94***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**1 807 486,72**	**982 740,05**	**257 521,00**	**567 225,67**
	Pour information R001 Solde d'exécution positif reporté de 2021	**1 008 611,61**			